

## Washington appelle les forces de sécurité du Burundi à être impartiales

Voice of America, 20.04.2015 Les États-Unis, « profondément préoccupés » par les tensions croissantes au Burundi. Des milliers de personnes fuient le Burundi à l'approche des élections générales qui doivent avoir lieu de fin mai à début 2015 dans le pays. Les États-Unis se disent « profondément préoccupés » par les tensions croissantes au Burundi à l'approche des élections générales qui doivent avoir lieu de fin mai à début 2015 dans le pays. Dans un communiqué d'un département d'État américain note que selon le Bureau du Haut-Commissaire des Nations Unies pour les Réfugiés (HCR), plus de 8.000 Burundais ont abandonné leur pays pour gagner les pays voisins, afin d'échapper à une campagne d'intimidation et de violences, menée entre autre par la milice des jeunes du parti au pouvoir.

Les élections vont être décisives pour l'avenir du Burundi, souligne de son côté l'International Crisis Group, un groupe de réflexion américain. Sont en jeu non seulement le devenir de l'équipe au pouvoir, puisque le président Pierre Nkurunziza envisage de briguer un troisième mandat, mais aussi le maintien - ou non - de l'accord d'Arusha comme fondation de la paix au Burundi. Les Etats-Unis ont donc appelé toutes les parties au Burundi à jouer un rôle constructif et pacifique tout au long du processus électoral et à s'abstenir de tout acte qui pourrait alimenter le climat de peur et d'instabilité, y compris les discours incitant à la haine, à la violence ou autres provocations. « Nous appelons la police nationale, l'armée burundaise, et tout le personnel des forces de sécurité à assurer la sécurité d'une manière impartiale durant l'ensemble du processus électoral et pour protéger les civils contre l'intimidation et d'autres abus », a poursuivi le département d'État. Washington a averti que toute personne impliquée dans des actes de violence pourrait se voir, à l'avenir, refuser un visa par le gouvernement américain. « La violence n'a pas sa place dans des élections démocratiques », note le communiqué du département d'État.